



## **Réunions de printemps 2026 du FMI et de la Banque mondiale : Djibouti alerte sur une crise mondiale aux lourdes répercussions pour l'Afrique**

Les Réunions de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, tenues du 13 au 18 avril 2026, se déroulent dans un contexte d'incertitude économique sans précédent. La République de Djibouti y est représentée par le Gouverneur de la Banque centrale, Ahmed Osman Ali, accompagné du Directeur de la supervision bancaire, Ali Daoud.

Ces rencontres interviennent alors que l'économie mondiale subit les conséquences du conflit au Moyen-Orient, notamment le blocage du détroit d'Ormuz, par lequel transite près de 20 % du pétrole mondial. Cette situation a entraîné une flambée des prix de l'énergie, une hausse des coûts du transport maritime et une désorganisation des chaînes d'approvisionnement, affectant le commerce international et les marchés alimentaires.

Malgré cet environnement défavorable, Djibouti affiche une croissance solide estimée à 6,5 % en 2025 et 6% en 2026, portée par ses infrastructures et son secteur portuaire. L'inflation reste contenue et le système bancaire stable. Toutefois, cette résilience masque une forte exposition aux chocs externes, liée à la dépendance du pays aux importations alimentaires et énergétiques.

La hausse du fret maritime et des prix de l'énergie exerce une pression croissante sur les entreprises et le pouvoir d'achat des ménages, fragilisant plusieurs secteurs clés.

Face à la crise, les autorités ont engagé des mesures d'urgence : contrôle des prix, sécurisation des stocks, priorisation des importations essentielles et mobilisation de financements. Des dispositifs de soutien ciblés ont également été mis en place pour accompagner les secteurs les plus exposés, notamment dans le domaine énergétique.

Une coordination renforcée entre acteurs publics et privés, à travers une task force nationale, vise à anticiper les tensions et à accélérer la mise en œuvre des réponses.

Lors de la réunion des Gouverneurs avec la Directrice générale du FMI, Monsieur Ahmed Osman Ali est intervenu pour souligner, selon ses termes « un moment de bascule » pour Djibouti, confronté à des chocs mondiaux d'une intensité exceptionnelle.

Il a mis en avant la vulnérabilité structurelle du pays, en tant que hub logistique régional dépendant des chaînes d'approvisionnement internationales, ainsi que la pression budgétaire liée à la flambée des prix des hydrocarbures, pouvant atteindre +110 %. Le

gel des prix à la pompe, décidé pour protéger les populations, pèse lourdement sur les finances publiques.

Sur le plan social, il a alerté sur une inflation alimentaire sévère, affectant des ménages consacrant jusqu'à 60 % de leurs revenus à l'alimentation, et reconnu que la crise dépasse désormais les capacités nationales.

Au-delà de Djibouti, le Gouverneur a élargi son analyse à l'ensemble du continent africain. Il a souligné que l'Afrique subit de plein fouet des chocs globaux — énergétiques, géopolitiques et logistiques — auxquels elle n'a que marginalement contribué.

Pourtant, ce sont les économies africaines qui en supportent les conséquences les plus lourdes, notamment en matière d'inflation, de sécurité alimentaire et de déséquilibres budgétaires. Cette situation met en lumière une asymétrie profonde dans les effets de la crise mondiale et appelle, selon lui, à une réponse internationale plus équitable et adaptée aux réalités du continent.

Dans ce contexte, le Gouverneur a plaidé pour un soutien financier rapide et coordonné. Il a insisté sur la nécessité d'une action internationale à la hauteur des enjeux pour stabiliser les économies, protéger les populations vulnérables et préserver les perspectives de développement.

Tout en réaffirmant l'engagement de Djibouti dans des réformes structurelles — diversification énergétique, transformation numérique et mobilisation du secteur privé —, il a souligné que l'urgence actuelle exige un appui extérieur immédiat.

Dans un monde de plus en plus interdépendant, la crise actuelle illustre un défi majeur pour Djibouti comme pour l'Afrique : faire face à des chocs externes qu'ils ne génèrent pas, tout en poursuivant leur transformation économique et leur développement durable.

**Washington D.C., 18 avril 2026**